



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 27 février 2018

Atsem : nout tout ansamb !

Samedi 24 février la fédération Fonction Publique Territoriale de la CGTR, l'Union Régionale Est et les Atsem de Saint Benoît ont fait une conférence de presse pour protester contre les décisions de la municipalité de modifier le contrat de travail de ces dernières et pour dénoncer les méthodes employées par l'encadrement et les directeurs d'école.

En effet, pour tenter de pallier le manque de personnel dans les écoles dû à la diminution drastique du nombre d'emplois aidés, la Mairie fait pression sur ces agents pour que non seulement ils acceptent de faire des tâches qui ne leur incombent pas jusqu'à maintenant, mais sans concertation préalable.

Lors de cette conférence de presse, les Atsem ont profité pour témoigner de leurs conditions de travail de plus en plus pénibles : longues journées de travail partagées entre surveillance des marmailles dans les classes et à la cantine, nettoyage des salles de classes et des toilettes souvent sans gants, avec des tabliers usés, parfois avec leur propre balai et pour des salaires qui tournent autour de 1500 euros !

Les Atsem, soutenues par la CGTR, veulent que leur statut soient respecté et leurs missions clairement définies car elles ne veulent plus « *faire n'importe quoi* ».

La CGTR s'indigne que la municipalité n'ait pas anticipé la fin des contrats aidés. Elle aurait pu, soulignent nos camarades de la FPT, embaucher ces salariés et/ou proposer aux personnes à temps partiel d'augmenter leur nombre d'heures.

Au lieu de cela, la Mairie a préféré faire le coup de force en imposant aux employées actuellement en poste de faire plus pour le même salaire tout en les menaçant de diminuer le nombre de jours de leurs congés en cas de refus.

Avec la CGTR, ces agents communaux veulent mener des actions pour se faire entendre et pour obtenir gain de cause.

Une journée de grève est envisagée ce jeudi 1^{er} mars.

Souhaitons que les Atsem qui sont déjà prêtes à se défendre, puissent entraîner leurs collègues, car seule une mobilisation importante pourra faire reculer la Mairie de Saint Benoît sur ses décisions et l'obliger à embaucher le personnel en nombre suffisant !

La Poste : les agents s'adressent au usagers

Nos camarades de la FAPTCGTR ont distribué des tracts à Saint Denis pour expliquer à la population la politique de La Poste qui cherche la rentabilité sur le dos des usagers et des agents . Voici des extraits de leur tract :

La Poste ne cesse d'augmenter ses tarifs:

- Prix du timbre !
- Tarifs colis qui n'est pas le même au départ de La Réunion et de La Métropole !
- Augmentation des frais bancaires de La Banque Postale !
- Tarif des Mandats !...(...)

Malgré le prix fort payé par les usagers, le service rendu ne cesse de se dégrader à tous les niveaux, et dans tous les services !

Dans un but de profit à tout prix, La Poste sous-traite tout ce qu'elle peut, et malmène son personnel qui est en précarité et en souffrance permanente ! (...)

C'est la valse des intérimaires, peu formés et surexploités, ils sont en grande précarité !

Il en est de même dans tous les services : en bureau de Poste, comme dans les services financiers et centre de tri !

Et cela se ressent dans le service rendu à la clientèle, et des usagers de moins en moins satisfaits !

La FAPT CGTR, vient en soutien aux Agents de Saint Denis qui n'en peuvent plus des réorganisations de services incessantes qui servent à diminuer le personnel à chaque fois !

Nos jeunes ont besoin d'un emploi stable et durable, pour construire leur avenir ! (...)

Usagers, c'est de votre service public dont il s'agit!!! (...)

Unissez-vous à l'action de la FAPT CGTR (...) pour dire non à la précarité de l'emploi à La Réunion. Nos jeunes valent mieux que ça. Ils ont des qualifications, des diplômes ! Ils n'ont pas à servir de main d'œuvre jetable pour une entreprise toujours plus gourmande de profits !

NAO dans le BTP : il n'y a rien à attendre des patrons !

Demain aura lieu la deuxième réunion de négociations sur les salaires dans le BTP entre les syndicats des salariés et les organisations patronales.

Lors de la première rencontre il y a une semaine, les patrons n'ont rien voulu mettre sur la table ou presque, à part une proposition « *innovante* » : une hausse de salaire différenciée selon les catégories de salariés : ouvriers, Etam et cadres.

Les patrons, naturellement, ne veulent pas mettre la main à la poche et cherchent à embrouiller les syndicats avec des annonces qui relèvent de la provocation.

Les syndicats dont la CGTR-BTP ont opposé, à juste titre, une fin de non recevoir à la proposition patronale.

Le président de la « commission sociale » de la FRBTP, Yannick PAÏNIAYE, espère expédier ces négociations en « deux temps, trois mouvements » mais il veut prendre quand même « *la température* » avant de décider.

L'an dernier les patrons n'ont daigné lâcher que 0,92 % d'augmentation de salaire en moyenne...sous la pression des syndicats.

Que les représentants patronaux viennent les mains vides ce mercredi et il verront sans doute de quel bois se chauffent les travailleurs du BTP !

Le patronat peut tout attendre du gouvernement !

Les patrons du BTP ne veulent rien donner aux travailleurs mais ils savent pleurnicher auprès du gouvernement pour avoir encore des cadeaux.

Cette semaine, Bernard SIRIEX, le président de la principale organisation patronale, la FRBTP, s'est rendu à l'Élysée pour aller plaider la misérable cause du patronat à La Réunion.

Avant son départ, il a livré au Quotidien de La Réunion ses inquiétudes et ses souhaits pour la filière, c'est-à-dire pour les patrons comme lui.

Comme toujours, le représentant patronal se plaint des « *charges sociales, fiscales et réglementaires trop lourdes* » et voudrait que le gouvernement déleste encore plus les patrons du BTP pour ...alourdir un peu plus leurs profits !

Bernard SIRIEX s'indigne que « *président, ministres et représentants de l'État se déplacent pour apporter des solutions* » « *quand une entreprise du Nord de la France ferme et licencie 200 personnes* ». Mais que « *2000 suppressions d'emplois chez nous n'affectent pas plus le gouvernement que ça* ».

Ce que monsieur SIRIEX omet de dire c'est que lorsque le gouvernement se précipite effectivement pour « trouver des solutions », ce n'est pas pour les travailleurs qui sont jetés à la porte mais pour les patrons qui demandent des aides pour licencier plus facilement.

Bernard SIRIEX ne s'est pas ému du sort des 36 ouvriers de Profilage Réunion, filiale de la multinationale ArcelorMittal, qui vont être licenciés. Ceux-ci ont dû se mettre en grève pendant plusieurs semaines pour arracher des griffes du patron quelques centaines d'euros d'indemnités en plus.

Bernard SIRIEX prétend que « *la mobilisation est de mise* » pour obtenir gain de cause.

Le président de la FRBTP fait l'âne pour avoir du foin, car il sait très bien que le gouvernement est tout dévoué à la cause patronale.

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures 30, l'union régionale est de la CGTR organise en son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !